



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 30 AVR. 2026**

mettant en demeure la société GUSTAVE MULLER à HERRLISHEIM  
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 juin 2011  
réglementant ses installations situées rue A. Kastler

AIOT N° 0006704241

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 juin 2011 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement à la société GUSTAVE MULLER à Herrlisheim ;
- VU** le rapport du 20 mars 2026 de la visite d'inspection du 20 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de l'inspection du 20 janvier 2026, que les locaux comportant des risques d'incendie ne sont pas équipés d'un dispositif d'alarme ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 16.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé qui veulent que :

*"Article 16.1 - SÉCURITÉ INCENDIE - Détection et alarme*

*Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.*

*Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (poste de contrôle, poste de garde, etc...) ou à l'extérieur (société de gardiennage ou le responsable du site)" ;*

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 03 février 2026, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des débits des poteaux incendie, faisant état de débits mesurés de 54 et 57 m<sup>3</sup>/h ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 16.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé qui veulent que :

*"Article 16.2 - SÉCURITÉ INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie*

*L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.*

*Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.*

Ces ressources comprennent :

*des poteaux d'incendie alimentés par un puits implanté sur le domaine public de la zone industrielle situés à proximité des installations ; le débit d'eau des deux poteaux incendie les plus proches du site doivent débiter simultanément 60 m<sup>3</sup>/h ; [...]" ;*

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Prescriptions à respecter**

La société GUSTAVE MULLER, dont les installations sont situées ZAC du Ried, rue A. Kastler à 67850 Herrlisheim, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de **trois mois**, les prescriptions des articles 16.1 et 16.2 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 2011 susvisé, reprises ci-après :

#### **Article 16.1 - SÉCURITÉ INCENDIE - Détection et alarme :**

*"Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre. Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (poste de contrôle, poste de garde, etc...) ou à l'extérieur (société de gardiennage ou le responsable du site)."*

#### **Article 16.2 - SÉCURITÉ INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie :**

*"L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.*

*Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.*

*Ces ressources comprennent :*

*des poteaux d'incendie alimentés par un puits implanté sur le domaine public de la zone industrielle situés à proximité des installations ; le débit d'eau des deux poteaux incendie les plus proches du site doivent débiter simultanément 60 m<sup>3</sup>/h ; [...]" .*

### **Article 2 : Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : Exécution**

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GUSTAVE MULLER par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Herrlisheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

